



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTRE DES FINANCES ET
DU BUDGET
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA 2006



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Burkina / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURKINA AU TITRE DE L'ANNEE 2006



Février 2008

TABLE DES MATIERES

	PAGES
INTRODUCTION	3
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2006	3
I.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
I.2 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2006	5
II - PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	8
II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES	8
II.1.1 - Evolution de la balance commerciale	9
II.1.2 - Balance des services	15
II.1.2.1 - Transports	15
II.1.2.2 - Voyages	16
II.1.2.3 - Autres services	16
II.1.3 - Balance des revenus	16
II.1.4 - Balance des transferts courants	17
II.1.4.1 - Transferts courants privés	17
II.1.4.2 - Transferts courants publics	18
II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	19
II.2.1 - Compte de capital	19
II.2.2 - Compte des opérations financières	20
II.2.2.1 - Investissements directs	20
II.2.2.2 - Investissements de portefeuille	20
II.2.2.3 - Autres investissements	20
II.2.3 - Evolution des capitaux monétaires	21
II.2.3.1 - Situation de la Banque Centrale	21
II.2.3.2 - Situation des banques	22
II.2.3.3 - Avoirs extérieurs nets des institutions monétaires	22
III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)	22
IV - ANNEXES STATISTIQUES	25
Annexe 1 – Tableaux de concordance statistique	25
Annexe 2 – Balance des paiements, Optique BCEAO	26
Annexe 3 – Balance des paiements, Présentation standard	27
Annexe 4 – Position Extérieure Globale	28

INTRODUCTION

La balance des paiements, outil reconnu d'intérêt mondial et instrument précieux d'aide à la décision, est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon le cadre normalisé de la 5^{ème} édition du manuel du FMI, l'ensemble des transactions financières et non financières entre les résidents et les non-résidents d'un pays au cours d'une période déterminée, généralement l'année civile.

Après un aperçu sur l'environnement international, régional et national, le présent document retrace sous forme synthétique l'ensemble des transactions financières et économiques effectuées entre le Burkina Faso et le reste du monde au cours de l'année 2006.

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA FASO EN 2006

I.1 – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale a poursuivi son expansion en 2006 dans un contexte marqué par les fluctuations des cours des hydrocarbures et la persistance des déséquilibres internationaux. Le rythme de croissance de l'activité économique internationale s'est en effet accéléré pour atteindre 5,4% contre 4,9% un an plus tôt, porté par les économies des pays émergents, en particulier ceux d'Asie.

Dans les pays industrialisés, les indicateurs macroéconomiques sont restés relativement bien orientés. Ainsi, aux **Etats-Unis**, le Produit Intérieur Brut (PIB) a progressé de 3,3%, après 3,2% un an plus tôt, grâce au dynamisme de la demande intérieure soutenue par les efforts de reconstruction des infrastructures détruites par les catastrophes naturelles à la fin de l'année 2005. Les exportations sont restées également bien orientées, impulsées par la dépréciation du dollar face aux principales monnaies internationales. Au **Japon**, le redressement de l'économie s'est confirmé en 2006, l'activité économique ayant progressé de 2,2% contre 1,9% en 2005, tirée par les investissements et les exportations. **Au Royaume-Uni**, le taux de croissance du PIB est ressorti à 2,7%, en nette hausse par rapport au taux de 1,9% enregistré en 2005. L'activité a été essentiellement soutenue par la vigueur de la demande intérieure tirée par la bonne tenue de la consommation des ménages, en liaison avec un marché du travail solide et des prix des immobiliers orientés à la hausse.

Le produit intérieur brut de la **Zone euro** est ressorti en hausse de 2,6% contre 1,4% en 2005. Ce taux, qui n'a pas été atteint dans la zone depuis l'année 2000, reflète le regain de dynamisme des activités de services en Allemagne et en France où la croissance s'est établie respectivement à 3,0% et 2,2% contre 1,1% et 1,7% en 2005.

L'activité est restée soutenue dans les **pays émergents**, dans un contexte international favorable caractérisé par la hausse des cours de la plupart des produits de base, le dynamisme du commerce mondial, les avancées enregistrées en matière de réformes macroéconomiques et l'afflux massif des investissements étrangers. En 2006, le PIB dans ces pays a progressé globalement de 7,9% contre 7,5% en 2005.

En **Asie**, l'activité économique a enregistré une croissance moyenne de 9,4% du PIB, impulsée par la demande intérieure et les exportations. En particulier, la Chine a continué d'accroître sa production intérieure brute de l'ordre de 10,7%, les investissements directs étrangers et les exportations étant toujours stimulés par la faiblesse des coûts des facteurs.

Enfin, le taux de croissance économique **en Afrique** s'est situé à 5,5% après 5,6% en 2005. Le niveau relativement bas des prix des matières premières agricoles, notamment le coton, et la persistance de troubles socio-politiques dans plusieurs pays d'Afrique occidentale, orientale et australe ont limité les performances économiques du continent africain, même si certains pays exportateurs nets de pétrole ont bénéficié de la remontée des cours des produits pétroliers.

La relative amélioration de la situation de l'emploi dans les pays industrialisés induite par la relance de l'activité économique et l'augmentation des cours mondiaux du pétrole, ont provoqué quelques tensions inflationnistes qui sont toutefois restées relativement contenues. Ainsi, la variation de l'**indice** des prix à la consommation aux Etats-Unis s'est fixée en moyenne à 3,2% en 2006 contre 3,4% l'année précédente. Au Royaume-Uni, elle s'est établie à 2,4%, après 2,0% en 2005. Dans la Zone euro, le taux d'inflation s'est situé à 2,2%, soit le même taux qu'en 2005. Au Japon, la hausse des prix à la consommation est ressortie à 0,5%, après un reflux de 0,3% enregistré en 2005. Dans

ce contexte marqué par des poussées inflationnistes, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont imprimé une orientation restrictive à leur politique monétaire.

L'évolution des **marchés financiers** en 2006 a été caractérisée par la poursuite des anticipations d'orientation favorable de l'activité mondiale, induisant ainsi un redressement des cours des actions et des indices boursiers dans la quasi-totalité des pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le NASDAQ composite, indice des valeurs des nouvelles technologies, a progressé de 9,5% pour se situer à 2.415,3 points. Le DOW JONES a terminé la séance du 31 décembre 2006 à 12.463,1 points, soit une hausse de 16,3%. Au Royaume-Uni, l'indice FOOTSE a augmenté de 10,7% pour ressortir à 6.220,8 points. Dans la Zone euro, le CAC 40 à Paris et le DAX à Francfort ont terminé l'année 2006 respectivement à 5.541,8 points et 6.596,9 points, soit des progressions de 17,5% et 21,9%. Au Japon, l'indice NIKKEI a crû de 6,9%, clôturant l'année 2006 à 17.225,8 points.

Quant au Franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, il a connu, par rapport aux principales monnaies, un comportement identique à celui de la monnaie commune européenne.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au FCFA au cours des années 2005 et 2006.

Tableau 1. Evolution des taux de change moyens trimestriels (en FCFA par unités monétaires)

MONNAIES		PERIODES			
		1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
ANNEE 2005					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	761,8628	777,9117	785,6733	791,8268
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	500,2341	520,8488	537,7137	551,9665
Franc suisse	(1 CHF)	423,5260	424,9252	422,2990	423,9639
Livre sterling	(1 GBP)	945,7008	966,6898	959,7873	964,6994
Yen japonais	(1 JPY)	4,7859	4,8439	4,8367	4,7052
ANNEE 2006					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	786,1145	769,1808	763,0720	757,9475
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	545,5851	521,3456	514,7587	509,0068
Franc suisse	(1 CHF)	420,7550	419,6513	416,0052	411,8263
Livre sterling	(1 GBP)	955,8572	953,7308	964,9690	974,4734
Yen japonais	(1 JPY)	4,6684	4,5613	4,4294	4,3235

Source : BCEAO.

Dans les pays de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, la dynamique de croissance économique a été favorisée en 2006 par de bonnes récoltes, en relation avec une pluviométrie globalement satisfaisante, ainsi que par une relative bonne tenue de la production industrielle. Le taux de progression du produit intérieur brut de l'Union s'est établi, en termes réels, à 2,9% en 2006 contre 4,1% un an auparavant. Cette décélération de la croissance économique par rapport à 2005 est liée à la persistance des difficultés éprouvées par certaines filières agricoles, à la crise du secteur de l'énergie consécutive notamment à la flambée des cours du pétrole et à l'instabilité de l'environnement socio-politique dans certains Etats. L'inflation, mesurée par la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), s'est située à 2,3% en moyenne annuelle en 2006, contre 4,3% une année plus tôt, enregistrant ainsi un repli de 2,0 points de pourcentage.

La conduite de la politique monétaire, tout en restant prudente, s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité pour conforter la stabilité monétaire et contribuer au financement non inflationniste de la croissance. Les taux de référence de l'Institut d'émission ont été relevés de 0,25 point de pourcentage, à partir du 24 août 2006, passant ainsi de 4,00% à 4,25% pour le taux de pension, et de 4,5% à 4,75% pour le taux d'escompte. A l'instar de l'année précédente, aucune injection ou reprise de liquidité n'a été effectuée en 2006 et les

coefficients de réserve obligatoire applicables aux banques, fixés depuis le 16 juin 2005, ont été maintenus à 15% pour le Bénin, 9% pour le Niger, le Mali et le Sénégal, 7% pour le Burkina Faso, 5% pour la Côte d'Ivoire, et 3% pour la Guinée Bissau et le Togo.

Au total, la prudence de la gestion monétaire dans l'Union a contribué à la consolidation de 589,0 milliards de FCFA de la position extérieure nette des institutions monétaires ressortie à 3.884,7 milliards de FCFA. Ce renforcement de la position extérieure nette traduit également l'impact de l'annulation par le FMI de la dette de cinq (05) pays de l'Union au titre de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) pour un montant global de 301,9 milliards de FCFA. Les réserves de change ont augmenté de 243,7 milliards de FCFA pour se situer à 4.013,4 milliards de FCFA, induisant ainsi un taux de couverture de l'émission monétaire de 117,1% à fin décembre 2006.

Le crédit intérieur a enregistré une progression de 3,4% (+157,9 milliards de FCFA) pour se situer à 4.783,0 milliards de FCFA à fin décembre 2006 imputable à la progression de 388,4 milliards de FCFA (+9,9%) des concours au secteur privé, les crédits nets aux Etats ayant enregistré un recul de 230,5 milliards de FCFA (-32,2%). A fin décembre 2006, les crédits à l'économie et la Position Nette des Gouvernements se sont élevés respectivement à 4.297,2 milliards de FCFA et 485,8 milliards de FCFA. Résultant de l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 736,3 milliards de FCFA (+11,4%) pour s'établir à 7.170,8 milliards de FCFA à cette date, contre 6.434,6 milliards de FCFA une année plus tôt.

I.2 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA FASO EN 2006

Au cours de l'année 2006, l'activité économique au Burkina Faso est demeurée bien orientée, à la suite d'une relative bonne tenue de la campagne agricole, en dépit d'une hausse des prix des produits pétroliers et de la persistance à la baisse des cours mondiaux du coton. Ainsi, le PIB en termes réels est ressorti à 2.695,6 milliards de FCFA, contre 2.555,5 milliards de FCFA en 2005, soit une hausse de 5,5%. En terme nominal, le PIB s'est situé à 3.199,1 milliards de FCFA en 2006, contre 2.959,4 milliards de FCFA un an plus tôt, en hausse de 8,1%. Cette croissance a été tirée par les secteurs tertiaire et secondaire, le secteur primaire ayant connu une décélération de son rythme de croissance par rapport à 2005, en raison essentiellement de la baisse de la production du coton graine.

Au niveau du secteur primaire, la production agricole s'est inscrite en hausse en 2006, en liaison avec la bonne campagne pluviométrique 2006/2007 enregistrée dans le pays. Ainsi, la production céréalière est ressortie à 3.680.674 tonnes, contre 3.649.532 tonnes pour la campagne précédente, soit une hausse de 0,9%. S'agissant du coton graine, la production est ressortie à 650.000 tonnes en 2006, en retrait de 8,9% par rapport à 2005. Enfin, la production de fruits et légumes s'est accrue de 7,0% en 2006 pour s'établir à 925.546 tonnes.

La reconstitution des pâturages et des points d'eau, induite par la relative bonne pluviométrie, ainsi que la poursuite des actions de promotion du sous-secteur de l'élevage ont permis un accroissement significatif des effectifs du cheptel et des quantités produites en ressources halieutiques en 2006 par rapport à 2005.

Globalement, la bonne performance du sous-secteur de l'élevage et pêche (+3,1%) a pu contrebalancer le repli du sous-secteur de l'agriculture (-2,0%) et la valeur ajoutée réelle du secteur primaire s'est accrue de 0,3% en 2006, contre une hausse de 11,8% enregistrée en 2005.

Quant au secteur secondaire, la valeur ajoutée à prix constants s'est également inscrite en hausse grâce aux grands chantiers des BTP et à l'industrie manufacturière, avec un taux de croissance réelle de 5,5% en 2006, qui ressort toutefois en baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à son rythme de croissance de 2005.

Sous l'effet induit de l'expansion des activités dans le secteur secondaire et de l'organisation de manifestations culturelles (10^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou, Semaine Nationale de la Culture Bobo 2006), de rencontres internationales (réunions annuelles de la CEA et de la BAD) ainsi que la tenue des élections municipales (avril 2006), la valeur ajoutée réelle du secteur tertiaire s'est accrue de 6,2% en 2006 en accélération de 1,6 point de pourcentage par rapport à 2005.

L'année 2006 a été caractérisée par des tensions inflationnistes plus ou moins contenues, malgré les effets de chocs externes consécutifs aux tensions sur les prix des produits pétroliers. Ainsi, l'inflation

en moyenne annuelle a été évaluée à +2,4% en 2006 contre +6,4% en 2005. En effet, les hausses induites par le renchérissement des hydrocarbures sur les autres biens et services ont été atténuées par la bonne tenue des prix des produits vivriers, en relation avec les bons résultats de la campagne agricole 2005/2006.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée à fin décembre 2006, par un déficit base engagement hors IADM de 163,6 milliards de FCFA et un déficit base caisse hors IADM de 126,4 milliards de FCFA. En prenant en compte l'impact de l'IADM, les opérations financières de l'Etat ont été excédentaires à fin décembre 2006 de 542,5 milliards de FCFA sur la base caisse. Pour le financement de ses opérations, l'Etat a bénéficié de concours de ses partenaires extérieurs pour un montant de 669,0 milliards de FCFA au titre de l'IADM, 96,8 milliards de FCFA au titre des prêts projets, 43,3 milliards de FCFA de crédits budgétaires et 15,4 milliards de FCFA au titre de l'initiative PPTE, soit un montant total de 824,5 milliards de FCFA. Ces ressources ont permis principalement à l'Etat, de mettre en oeuvre la mesure d'annulation de l'encours de sa dette extérieure à hauteur de 669,0 milliards de FCFA au titre de l'IADM et de payer des amortissements annuels de 24,7 milliards de FCFA. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire à 5,0% du PIB contre un déficit à 2,7% du PIB en 2005.

Quant aux agrégats monétaires, leur évolution entre 2005 et 2006 a été caractérisée par un accroissement des avoirs extérieurs nets (+29,4%), du crédit intérieur (+5,8%) et subséquemment de la masse monétaire (+10,1%). Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 221,0 milliards de FCFA à fin décembre 2006, en hausse de 50,2 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2005, imputable aussi bien à la Banque Centrale qu'aux banques, en raison principalement de l'impact de la mobilisation de ressources extérieures en appui au programme économique et financier soutenu par les Institutions de Bretton Woods ainsi qu'aux rapatriements des recettes d'exportation par les banques, intermédiaires agréés. Le crédit intérieur s'est accru de 27,9 milliards de FCFA (+5,8%) pour ressortir à 512,2 milliards de FCFA en décembre 2006, sous l'effet d'un accroissement des crédits à l'économie de 67,1 milliards de FCFA (+14,2%) atténué par une amélioration de la PNG de 39,2 milliards de FCFA entre fin décembre 2005 et fin décembre 2006. Suivant l'évolution globale de ses contreparties, la masse monétaire s'est établie à 661,6 milliards de FCFA au 31 décembre 2006 contre 601,0 milliards de FCFA au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 60,6 milliards de FCFA (+10,1%), imputable entièrement aux dépôts dans les banques (+72,4 milliards de FCFA), la circulation fiduciaire ayant au contraire baissé de 11,8 milliards de FCFA sur la même période.

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina Faso ont dégagé en 2006, un solde excédentaire de 49,6 de milliards de FCFA contre -103,7 milliards de FCFA en 2005.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des quatre dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Graphique n°1 : Evolution de la balance des paiements de 2003 à 2006

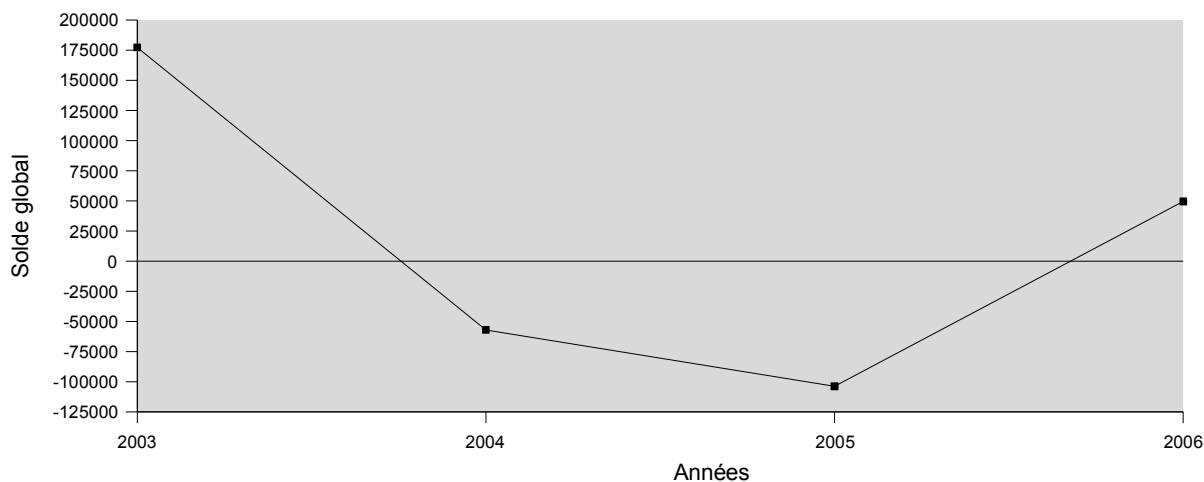


Tableau n°2 : Présentation résumée de la balance des paiements entre 2003 et 2006

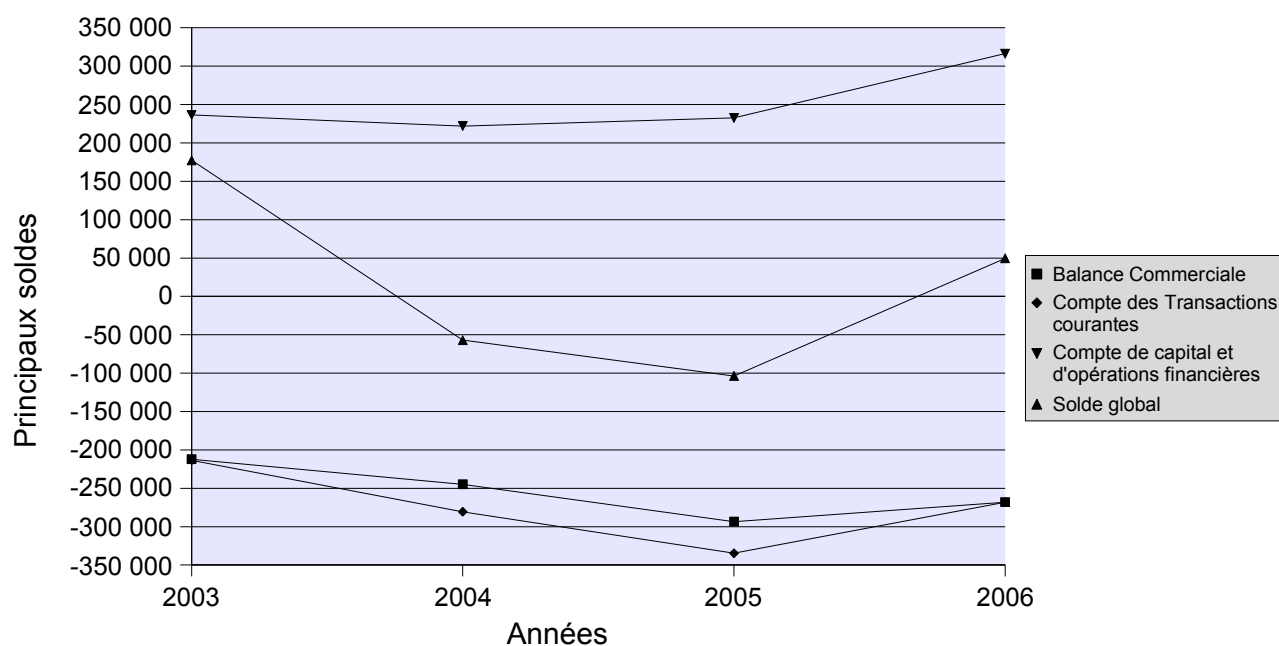
(en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006
Balance des biens	-212 030	-244 710	-293 427	-254 452
. marchandises générales	-212 162	-246 710	-294 551	-259 583
. autres biens	+132	+2 000	+1 124	+5 131
Balance des services dont :	-108 890	-120 656	-154 089	-167 033
. fret et assurances	-83 626	-93 371	-115 628	-127 402
. voyages	-3 716	+678	+509	-1142
Balance des revenus dont :	-14 948	-16 222	-10 851	-1 208
. intérêts sur dette publique	-11 684	-12 631	-11 755	-12 270
Balance des biens, services et revenus	-335868	-381588	-458367	-422693
Transferts courants sans contrepartie	+122 475	+101 050	+123 814	+133 382
A) Balance des transactions courantes	-213 393	-280 538	-334 553	-289 311
B) Compte de capital et d'opéra. financières (Financement exceptionnel*)	+236 502 (+24 686)	+222 030 (+25 219)	+232 515 (+24 109)	+337 446 (+23 660)
Ajustement suite révision circulation fiduciaire**	+159 786	-	-	-
Erreurs et omissions	-2 799	+1 518	-1 671	+1 416
Solde global	+177 297	-56 990	-103 709	+49 551
C) Avoirs et engagements extérieurs	-177 297	+56 990	+103 709	-49 551
. autorités monétaires	-209 203	+61 326	+68 252	-37 837
. banques	+31 906	-4 336	+35 457	-11 714

Sources : BCEAO

(*) Pour mémoire allègement initiative PPTE. En 2006, initiative PPTE et IADM.

(**) Rupture de série en 2003 des avoirs et engagements extérieurs suite à la révision, à cette date, des données de la circulation fiduciaire.

Graphique 2. Evolution de la balance des paiements de 2003 à 2006

II – PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 5^{ème} édition du manuel du FMI, résumée dans le tableau ci-après, indique un compte courant déficitaire dont les effets sont atténués par un compte de capital et d'opérations financières excédentaire. Après une année de déficit, le solde global ressort excédentaire en 2006.

Tableau 3. Présentation détaillée de la balance des paiements en 2005 et 2006

(en millions de FCFA)

Rubriques	2005			2006		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Biens	247 094	540 521	-293 427	307 601	562 053	-254 452
. Marchandises générales	239 219	533 770	-294 551	297 731	557 314	-259 583
. Autres biens	7 875	6 751	+1 124	9 870	4 739	+5 131
Services	35 694	189 783	-154 089	39 472	206 505	-167 033
. Transports	694	110 265	-109 071	1 099	116 331	-115 232
dont fret		93 058	-93 058		98 969	-98 969
. Voyages	23 604	24 113	-509	27 495	28 637	-1 142
. Services fournis ou reçus par adm.	2 523	6 839	-4 316	2 719	7 476	-4 757
. Autres services	8 873	48 566	-39 692	8 159	54 061	-45 902
dont assurances	5	23643	-23 638	65	29 573	-29 508
Revenus	20 047	30 898	-10 851	31 626	32 834	-1 208
. Revenus des salariés	3780	7 406	-3 626	3 829	7 718	-3 889
. Revenus des investissements	16 267	23 492	-7 225	27 797	25 116	2 681
dont intérêts sur dette publique		11 755	-11 755		12 270	-12 270
Transferts courants	162 672	38 858	+123 814	174 108	40 726	+133 382
. Administrations publiques	97 197	1 237	+95 960	92 621	1 334	91 287
. Autres secteurs	65 475	37 621	+27 854	81 487	39 392	42 095
Balance des transactions courantes	465 507	800 060	-334 553	552 807	842 118	-289 311
Compte de capital	110 696	33	+110 663	818 754	-20	+818 734
. Administrations publiques	98 297	-	+98 297	796 724	-	+796 724
. Autres secteurs	12 389	-	+12 389	22 030	-	+22 030
Compte d'opérations financières	289 297	167 445	+121 852	325 360	806 648	-481 288
Compte de capital et d'opérations fin.	399 993	167 478	232 515	1 144 122	806 676	337 446
Erreurs et omissions nettes	0	1 671	-1 671	1 416		1 416
Solde global	1 128 420	1 232 129	-103 709	1890981	1 841 430	49 551
Avoirs et engagements extérieurs	146 106	42 397	+103 709	72 325	121 876	-49 551
- Autorités monétaires	77 895	9 643	+68 252	37 054	74 891	-37 837
- Banques	68 211	32 754	+35 457	35 271	46 985	-11 714

Sources : BCEAO

II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des paiements courants regroupe la balance des biens, des services et revenus ainsi que la balance des transferts courants sans contrepartie.

En 2006, le solde de la balance des paiements courants s'est situé à -289.311 millions de FCFA contre -334.553 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 13,5% due principalement à celle de la balance des Biens (ou Balance Commerciale), des Revenus et des Transferts courants.

Tableau 4. Evolution de la balance des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Rubriques	2003	2004	2005	2006
Biens (FOB-FOB)	-212 030	-244 710	-293 427	-254 452
Services	-108 890	-120 656	-154 089	-167 033
Revenus	-14 948	-16 222	-10 851	-1 208
Transferts courants sans contrepartie	+122 475	+101 050	+123 814	+133 382
Balance des transactions courantes	-213 393	-280 538	-334 553	-289 311

Sources : BCEAO

II.1.1 - EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur marchandises générales, les grosses réparations ainsi que divers biens dont l'or non monétaire. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB tandis que les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Pour répondre aux besoins de la balance des paiements, des retraitements ont été effectués sur les statistiques douanières du commerce extérieur. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. Ainsi, le commerce général fondé sur le concept de frontière nationale est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les entrées en entrepôts et en déduisant les mises à la consommation en suite d'entrepôts. Par ailleurs, les travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges communautaires et une meilleure évaluation du commerce non-contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeur et de champ ont été effectués pour prendre en compte l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

Tableau 5. Retraitements et ajustements des transactions sur biens

(en millions de FCFA)

Exportations	Nature des opérations	Importations
242 931	Statistiques douanières FOB – CAF (*) ¹	785 226
	Entrées en entrepôts (*)	57 500
	Mise à la consommation en suite d'entrepôts (*)	-197 079
9 870	Ajustements autres biens (or non monétaire)	
28 738	Commerce non contrôlé ²	21 019
26 062	Ajustements de valeurs	22 789
	Fret et assurances	-127 402
307 601	Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB - FOB)	562 053

(*) Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie, BCEAO

II.1.1.1 - Evolution des statistiques du commerce extérieur

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les transactions sur biens avec le reste du monde se sont soldées en 2006, par un déficit de 254.452 millions de FCFA, contre un déficit de 293.427 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 13,3%. Cette amélioration est imputable à une croissance des exportations plus forte que celle des importations, en relation avec la hausse des quantités d'exportation du coton.

1 Les exportations sont exprimées FOB et les importations CAF.

2 Estimations intra-UEMOA du Commerce non contrôlé faites par la Cellule Sous-Régionale de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA auxquelles ont été ajoutées les données évaluées par la BCEAO-Ouaga du commerce non officiel entre le Burkina Faso et le Ghana et le Nigeria.

Tableau 6. Evolution des exportations et des importations

Année	Exportations (en millions de FCFA)	Importations (en millions de FCFA)	Solde (en millions de FCFA)	Variations (en %)
2001	163 828	373 300	-209 472	-5,7
2002	170 791	381 700	-210 909	+0,7
2003	186 271	398 301	-212 030	+0,5
2004	253 197	497 907	-244 710	+15,4
2005	247 094	540 521	-293 427	+19,9
2006	307 601	562 053	-254 452	-13,3

Sources : BCEAO

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 54,7% en 2006 contre 45,7% en 2005, soit une amélioration de 9,0 points qui s'explique par un taux d'accroissement des exportations plus important que celui des importations.

II.1.1.2 - Importations de biens

Le tableau ci-dessous retrace la présentation détaillée des importations telles qu'elles ressortent des statistiques fournies par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) en 2005 et 2006.

Tableau n°7 : Présentation détaillée des importations CAF (Statistiques INSD)

Intitulés	Quantités (Tonnes)		Variations (en %)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variations (en %)	Structure (en %)
	2005	2006		2005	2006		
Produits alimentaires (dont céréales)	519.715	457.904	-11,9	68.064	69.660	2,3	8,9
	456.266	396.691	-13,1	55.607	57.132	2,7	7,3
Boissons et tabacs	18.453	20.807	12,8	17.708	17.019	-3,9	2,2
Produits pétroliers	263.017	327.333	24,5	104.357	198.108	89,8	25,2
Matières premières	147.953	195.862	32,4	46.053	63.407	37,7	8,1
Graisses et huiles	25.099	21.489	-14,4	8.676	7.879	-9,2	1,0
Machines et appareils	27.925	29.705	6,4	92.600	100.867	8,9	12,8
Matériel de transport	45.260	44.392	-1,9	49.739	48.758	-2,0	6,2
Produits chimiques	198.537	240.188	21,0	65.860	74.128	12,6	9,4
Papiers, cartons, articles de librairie	14632	15.941	8,9	10.011	9.766	-2,5	1,2
Tôle, fer, fonte, acier	133.129	143.780	8,0	42.043	46.752	11,2	6,0
Chaux, clinker, ciments	572.509	613.729	7,2	34.131	37.237	9,1	4,7
Fils et tissus	16.790	17.848	6,3	10.823	10.529	-2,7	1,3
Autres articles	266.577	168.393	-36,8	109.590	101.116	-7,7	12,9
Total	2.249.596	2.297.371	2,1	659.655	785.226	19,0	100

Entre 2005 et 2006, les importations ont enregistré une hausse en volume de 2,1% en passant de 2.249.596 tonnes à 2.297.371 tonnes, en liaison avec l'augmentation de la plupart des principaux postes de produits importés, notamment les « matières premières » (+32,4%), les « produits pétroliers » (+24,5%), les « produits chimiques » (+21,0%), les « boissons et tabacs » (+12,8%), les « papiers, cartons et articles de librairie » (+8,9%), les « tôles, fer, fonte, acier » (+8,0%) et les « Chaux, clinker et ciments » (+7,2%). En revanche, les quantités importées des postes « graisses et huiles », « produits alimentaires » et « matériel de transport » ont baissé respectivement de 14,4%, 11,9% et 1,9% sur la même période. En particulier pour les produits pétroliers, il convient de signaler que la forte hausse est en partie liée aux besoins de ré-exportation à destination de certains pays voisins.

En valeur, les importations se sont accrues de 19,0% en passant de 659.655 millions de FCFA en 2005 à 785.226 millions de FCFA en 2006. Cette progression en valeur est imputable principalement aux « produits pétroliers » (+89,8%), « matières premières » (+37,7%), « produits chimiques » (+12,6%), « tôles, fer, fonte, acier » (+11,2%), « Chaux, clinker et ciments » (+9,1%) et « machines et appareils » (+8,9%).

Tableau 8. Evolution de la structure en valeur des importations entre 2003 et 2006 (en pourcentage)

Groupes de produits	2003	2004	2005	2006
Produits alimentaires	9,9	8,8	10,3	8,9
Boissons et tabacs	2,8	4,0	2,7	2,2
Produits pétroliers	11,3	12,8	15,8	25,2
Matières premières	6,4	6,5	7,0	8,1
Graisses et huiles	0,8	0,6	1,3	1,0
Machines et appareils	14,9	14,7	14,0	12,8
Matériel de transport	9,9	8,7	7,5	6,2
Produits chimiques	10,0	10,5	10,0	9,4
Papiers, cartons, articles de librairie	2,1	2,0	1,5	1,2
Tôles, fer, fonte acier	5,6	6,5	6,4	6,0
Chaux, clinker, ciments	4,8	4,9	5,2	4,7
Fils et tissus	2,3	1,9	1,6	1,3
Autres articles non déclarés ailleurs	19,3	18,2	16,6	12,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : INSD

Globalement comme les années précédentes, la structure des importations en valeur demeure dominée par cinq (05) principaux groupes de produits. Pour l'année 2006, les « produits pétroliers » occupent la première place avec 25,2% du total des importations, suivis des « machines et appareils » (12,8%), des « produits chimiques » (9,4%), des « produits alimentaires » (8,9%) et des « matières premières » (8,1%). En particulier pour 2006, la valeur des « matières premières » importées ont été plus importantes que celle du matériel de transport. La part relative des produits pétroliers s'est accrue en valeur de 9,4 points en 2006 par rapport à 2005. Cette évolution est expliquée par un effet prix conjugué à celui du volume.

Graphique n°2 : Structure en valeur des importations CAF en 2006

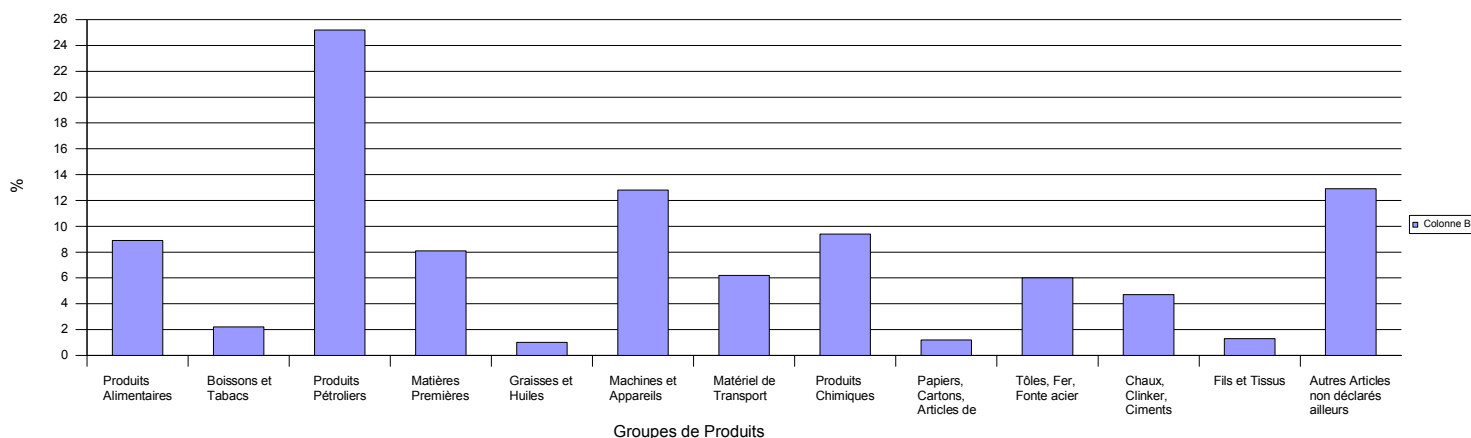


Tableau 9. Répartition géographique des importations (CAF)³

	2005	2006	2005	2006
Régions	(en millions de FCFA)		(Part relative en %)	
Europe dont :	224.368	256.818	34,8	32,7
- Union Européenne dont :	199.666	233.344	30,8	29,7
. France	116.118	135.889	17,6	17,3
. Espagne	11.587	8.399	1,8	1,1
. Allemagne	9.577	9.292	1,5	1,2
. UEBL	27.732	32.415	4,2	4,1
. Italie	10.384	11.446	1,6	1,5
. Pays-Bas	6230	7.022	0,9	0,9
. Royaume-Uni	3.308	3.184	0,5	0,4
. Danemark	2.386	2.199	0,4	0,3
- Autres pays d'Europe	24.701	23.474	3,2	3,0
Afrique dont :	325.411	305.956	49,3	39,0
- UEMOA :	308.065	294.746	46,7	37,5
. Bénin	38.916	4.841	5,9	0,6
. Côte-d'Ivoire	129.209	183.112	19,6	23,3
. Guinée-Bissau	0	0	0,0	0,0
. Mali	3.403	7.154	0,5	0,9
. Niger	7.899	1.223	1,2	0,2
. Sénégal	7.899	13.760	1,2	1,8
. Togo	79.268	33.001	12	4,2
- Autres pays CEDEAO :	41.470	51.655	6,3	6,6
. Gambie	6.0	25.0	0,0	0,0
. Ghana	39.941	48.011	6,1	6,1
. Guinée Conakry	74	139.0	0,0	0,0
. Libéria	0	33	0,0	0,0
. Nigéria	1.449	3.347	0,2	0,4
. Sierra Léone	1	98	0,0	0,0
- Autres pays africains	17.346	25.956	2,6	3,3
Amérique dont :	28.838	43.402	4,4	5,5
. USA	15.953	25.402	2,4	3,2
. Brésil	8.547	8.989	1,3	1,1
. Canada	2.731	2.533	0,4	0,3
. Argentine	464	430	0,1	0,1
Asie dont :	79.145	177.073	12,0	22,6
. République de Chine	16.832	40.021	2,6	5,1
. Japon	8.435	17.119	1,3	2,2
. Inde	18.333	37.975	2,8	4,8
. Pakistan	7.093	9.581	1,1	1,2
. Thaïlande	7.964	15.780	1,2	2,0
. Vietnam Nord	0	2.404	0,0	0,3
. Taïwan	1.239	5.788	0,2	0,7
Autres pays	1.894	1.975	0,3	0,3
TOTAL	659.655	785.226	100	100

Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

3 Les importations en provenance des pays de l' UEMOA en 2006 ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

La répartition par provenance des importations du Burkina Faso en 2006 reste globalement conforme à celle des trois années précédentes : les pays d'Afrique demeurent les principaux fournisseurs (39,0%), suivis de ceux d'Europe (32,7%), d'Asie (22,6%), d'Amérique (5,5%) et enfin d'Océanie (0,3%). Par rapport à 2005, la structure des importations par origine est marquée en 2006 par le renforcement des parts des pays d'Asie (+10,6 points) et de ceux de l'Amérique (+1,1 point) au détriment des pays d'Afrique (-10,3 points) et ceux d'Europe (-1,3 point).

II.1.1.3 - Exportations de biens

Sur la base des statistiques de l'INSD, les exportations du Burkina Faso ont enregistré une hausse de 29,6% en passant de 187.244 millions de FCFA en 2005 à 242.989 millions de FCFA en 2006. Cette évolution s'explique essentiellement par la progression des exportations en valeur du « coton en masse » (+23,9%), principal produit d'exportation, de l'« or non monétaire » (+188,5%), des « amendes de karité et autres oléagineux » (+48,0%) et des « produits énergétiques » (103,1%).

Le tableau ci-après présente, de façon détaillée, la situation des exportations tirées des statistiques de l'INSD en 2005 et 2006.

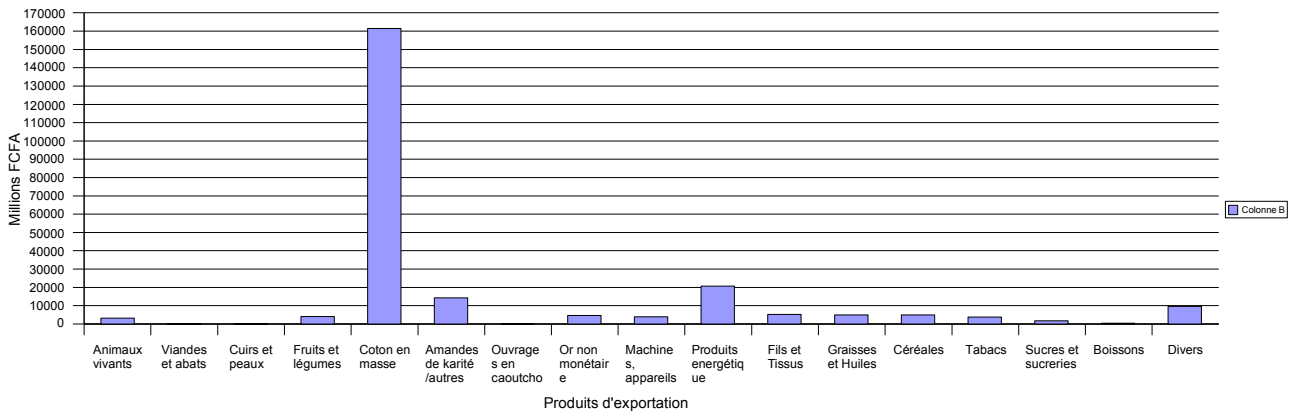
Tableau 10. Présentation détaillée des exportations⁴

	Quantités		Variation	Valeurs		Variation
	(Tonnes)		(en %)	(en millions de FCFA)		(en %)
	2005	2006		2005	2006	
Animaux vivants	12.420	10.171	-18,1	3.277	3.213	-2,0
Viandes et abats	0	0	-45,9	1	0	-56,8
Cuir et peaux	97	92	-5,1	35	47	32,9
Fruits et légumes	34.636	38.603	11,5	5.056	4.031	-20,3
Coton en masse	243.911	279.558	14,6	130.313	161.418	23,9
Amandes de karité et autres oléagineux	171.380	222.235	29,7	9.634	14.257	48,0
Ouvrages en caoutchouc	112	164	46,6	82	118	43,5
Or non monétaire	0	1	124,4	1.621	4.676	188,5
Machines, appareils et Matériels de transport	1.212	2.726	125,0	3.725	4.006	7,5
Produits énergétiques	32.593	54.245	66,4	10.153	20.618	103,1
Fils et tissus	2.597	4.153	59,9	3.763	5.207	38,4
Graisses et huiles	4.729	12.783	170,3	1.959	4.957	153,0
Céréales	14.298	54.462	280,9	1.354	4.888	261,0
Tabacs	600	476	-20,7	3.694	3.773	2,1
Sucres et sucreries	8	6	-31,3	2.684	1.781	-33,6
Boissons	1.446	1.374	-5,0	473	408	-13,6
Divers	60.274	54.860	-9,0	9.730	9.591	-1,4
TOTAL	580.313	735.907	26,8	187.244	242.989	29,6

Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

⁴ -Viandes et abats ressortent en 2005 à 98 kg (soit 951.934 FCFA) et en 2006 à 53 kg (soit 410.952 FCFA).
- Or non monétaire ressort en 2005 à 324 kg et en 2006 à 727 kg.

Graphique n°2 : Détails des exportations en 2006

Tableau 11. Destination des exportations du Burkina Faso⁵

Régions	2005	2006	2005	2006
	(en millions de FCFA)		(Part relative en %)	
Europe dont :	43.153	44.938	23,0	18,5
- Union Européenne dont	26.650	25.512	14,2	10,5
:				
. France	20.249	9.109	10,8	3,7
. UEBL	2.419	9.520	1,3	3,9
. Italie	407	1.633	0,2	0,7
. Royaume-Uni	1.104	1.982	0,6	0,8
. Allemagne	313	2.174	0,2	0,9
. Espagne	497	190	0,3	0,1
- Autres pays d'Europe	16.504	19.427	8,8	8,0
Afrique dont :	138.096	73.444	73,6	30,2
- UEMOA dont:	106.705	30.128	56,9	12,4
. Côte-d'Ivoire	19.768	16.123	10,5	6,6
. Mali	7.862	6.064	4,2	2,5
. Niger	4103	4.145	2,2	1,7
. Togo	72.977	2.680	38,9	1,1
. Bénin	1.486	1.073	0,8	0,4
. Guinée Bissau	0	0	0,0	0,0
. Sénégal	508	43	0,3	0,0
Ghana	29.417	30.065	15,7	12,4
Nigeria	332	382	0,2	0,2
Amérique dont :	1.752	750	0,9	0,3
. USA	122	388	0,1	0,2
. Mexique	0	0	0,0	0,0
. Canada	113	0	0,1	0,0
. Guadeloupe	0	3	0	0,0
Asie dont :	4.550	123.832	2,4	51,0
. Singapour	3.907	29.622	2,1	12,2
. Japon	290	10.167	0,2	4,2
. Rép. Pop. de Chine	147	46.598	0,1	19,2
. Inde	15	10.028	0,0	4,1
Autres pays	2	24	0,0	0,0
TOTAL	187.553	242.989	100	100

Sources : Institut National de la Statistique et de la Démographie et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

⁵ Les exportations à destination des pays de l'UEMOA en 2006 ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

Contrairement aux années précédentes, les pays d'Asie et ceux d'Afrique constituent les principales destinations des produits exportés par le Burkina Faso avec des parts respectives de 51,0% et 30,2% en 2006. En effet, l'année 2006 a connu une ouverture plus accrue vers les pays d'Asie (+48,6 points) au détriment des pays d'Afrique (-43,4 points), d'Europe (-4,5 points) et d'Amérique (-0,6 point). Ainsi, les pays d'Europe et d'Amérique n'ont absorbé que 18,5% et 0,3% des exportations en 2006 contre respectivement 23,0% et 0,9% en 2005.

II.1.2 - BALANCE DES SERVICES

La balance des services regroupe les transports, les voyages et les autres services.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services s'est détérioré de 8,4% en passant de -154.089 millions de FCFA en 2005 à -167.033 millions de FCFA en 2006. Cette évolution s'explique principalement par la détérioration du solde de l'ensemble des principales rubriques du poste des services notamment les transports (-5.661 millions de FCFA).

Tableau 12. Evolution du solde de la balance des services

(en millions de FCFA)

Années	Solde	Variation
2002	-72.512	-5,5%
2003	-108.890	+50,2%
2004	-120.656	+10,8%
2005	-154.089	+27,7%
2006	-167.033	-8,4%

Sources : BCEAO

II.1.2.1 – Les transports

La rubrique des transports comprend principalement les transports de passagers et de marchandises. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des transports de 2002 à 2006.

Tableau 13. Evolution du solde de la balance des transports

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Transports	-59 777	-71 942	-84 495	-109 571	-115 232
- Passagers	-1 553	-3 384	-8 211	-14 162	-14 292
- Fret	-57 890	-67 755	-74 894	-93 058	-98 969
- Autres	-334	-803	-1 390	-2 351	-1 971
Fret/Importations CAF, Commerce général (%)	14,4	14,7	16,2	14,1	12,6

Sources : BCEAO

En passant de -109.571 millions de FCFA en 2005 à -115.232 millions de FCFA en 2006, le solde déficitaire des flux de paiements au titre des transports s'est détérioré de 5,2%, principalement sous l'effet d'une hausse des paiements nets aux non-résidents du fret sur les marchandises.

Cette rubrique « fret » qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures nationales au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes au titre du transport de marchandises au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressortie déficitaire en 2006 de 98.969 millions de FCFA contre -93.058 millions de FCFA en 2005. L'accroissement de ce déficit en 2006 est en liaison avec l'évolution des importations et des cours mondiaux du baril de pétrole.

II.1.2.2 – Les voyages

Le poste « voyages » regroupe les voyages à titre professionnel et ceux à titre personnel. Il recense au crédit les dépenses effectuées au Burkina Faso par les hommes d'affaires et les touristes étrangers, et au débit les dépenses faites par des hommes d'affaires et touristes burkinabè lors de

leur séjour à l'étranger. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des « voyages » entre 2002 et 2006.

Tableau 14. Evolution du solde des voyages

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Voyages	+2 280	-3 716	+678	-509	-1 142
-à titre professionnel	+1 238	-2 716	+467	-985	+183
-à titre personnel	+1 042	-1 000	+211	+476	-1 325

Sources : BCEAO

Le solde des voyages s'est détérioré de 633 millions de FCFA en passant de -509 millions de FCFA en 2005 à -1.142 millions de FCFA en 2006 à la suite d'une baisse importante des entrées nettes au titre des voyages personnels (-1.801 millions de FCFA), malgré l'amélioration de 1.168 millions de FCFA enregistrée en net, au titre des voyages professionnels. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des missions de fonctionnaires et d'hommes d'affaires étrangers au Burkina Faso en liaison avec la tenue de grandes rencontres internationales notamment les réunions annuelles de la CEA et de la BAD, et la progression des sorties de burkinabè pour des raisons de santé, d'éducation et de tourisme.

II.1.2.3 –Autres services

La rubrique « autres services » regroupe les services de communication, les services d'assurance et divers services spécialisés effectués entre entreprises (services d'information et d'informatique, de publicité, services juridiques etc.), ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations.

Le solde de cette rubrique est passé de -44.009 millions de FCFA en 2005 à -50.659 millions de FCFA en 2006, enregistrant ainsi une dégradation de 15,1% due essentiellement aux services d'assurance notamment l'assurance de fret de marchandise (-26,0%). Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde de la rubrique « autres services » sur la période 2002 à 2006.

Tableau 15. Evolution du solde des « autres services »

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Autres Services	-15 015	-33 232	-36 839	-44 009	-50 659
. Assurances	-14 774	-16 783	-19 350	-23 638	-29 508
. Communication	-790	-1 481	-1 879	-450	-1 067
. Serv. fournis ou reçus par les adm.	-1 013	-3 815	-4 645	-4 316	-4 757
. Autres services aux entreprises et divers autres	+1 562	-11 153	-10 965	-15 605	-15 327

Sources : BCEAO

II.1.3 – BALANCE DES REVENUS

Le poste des « revenus » enregistre les flux relatifs à la rémunération des salariés et aux revenus des investissements. Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

au crédit :

- Les salaires versés par des entreprises non-résidentes, des organisations internationales ainsi que par des représentations diplomatiques à des travailleurs résidents burkinabè ;
- Les revenus perçus par des résidents burkinabè sur les titres de participation et les titres de créances détenus sur l'étranger.

au débit :

- les rémunérations versées par des entreprises résidentes à des non-résidents ;
- les dividendes et bénéfices payés à des non-résidents et les intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée.

En 2006, le solde du poste "Revenus" est ressorti débiteur de 1.208 millions de FCFA contre -10.851 millions de FCFA en 2005, soit une amélioration de 88,9% provenant d'une diminution nette des paiements extérieurs au titre des revenus des investissements (-9.906 milliards de FCFA) en liaison avec les pertes enregistrées au cours de l'exercice par certaines grosses entreprises résidentes, même si de façon concomitante, les sorties nettes au titre des revenus du travail ont progressé de 7,3%.

Tableau 16. Evolution du solde du poste « Revenus »

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Solde des revenus	-14 729	-14 948	-16 222	-10 851	-1 208
. Revenus du travail	-523	-1 163	-3 654	-3 626	-3 889
. Revenus du capital dont	-14 206	-13 785	-12 568	-7 225	2 681
Intérêts payés/dette extérieure publiq.	(-12 810)	(-11 684)	(-12 631)	(-11 755)	(-12 270)

Sources : BCEAO

II.1.4 - BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants sans contrepartie recensent les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers et burkinabè ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

Les transferts courants sans contrepartie se subdivisent en transferts privés et en transferts des administrations publiques.

Tableau 17. Evolution du solde de la balance des transferts courants sans contrepartie de 2002 à 2006

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts privés courants sans contrepartie	+29 771	+18 142	+19 752	+27 854	+42 095
Transferts publics courants Sans contrepartie	+60 287	+104 333	+81 075	+95 960	+91 287
TOTAL	+90 058	+122 475	+101 050	+123 814	+133 382

Sources : BCEAO

En s'établissant à 133.382 millions de FCFA en 2006 contre 123.814 millions de FCFA en 2005, les entrées nettes de transferts courants sans contrepartie ont enregistré une hausse de 7,7%, imputable à celle des transferts privés (+14.241 millions de FCFA), les transferts publics ayant plutôt baissé (-4.673 millions de FCFA).

II.1.4.1 – Transferts courants privés

Les principales opérations enregistrées au crédit de ce poste sont l'épargne rapatriée par les travailleurs burkinabè émigrés, les pensions versées par la France aux anciens militaires du pays et l'aide extérieure en nature et en espèces reçue par le secteur privé national.

Au débit, sont enregistrés notamment, les transferts d'économies sur salaires des travailleurs étrangers installés au Burkina.

Tableau 18. Evolution des principaux postes des transferts courants privés sans contrepartie de 2002 à 2006

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Crédit :	60 068	57 969	56 687	65 475	81 487
Dont économies sur salaires	36 600	26 500	21 090	26 097	31 694
Débit :	24 297	39 827	36 712	37 621	39 392
Dont économies sur salaires	30 297	38 958	35 793	36 810	37 291
SOLDE	+29 771	+18 142	+19 975	+27 854	+42 095

Sources : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants privés sans contrepartie ont enregistré une hausse de 14.241 millions de FCFA en 2006 en s'établissant à 42.095 millions de FCFA contre 27.854 millions de FCFA une année plus tôt. Cette évolution découle principalement de l'augmentation des transferts reçus des travailleurs burkinabè émigrés (+21,4%) et de l'aide extérieure reçue par le secteur privé notamment les ressources reçues par les ONG (+23,7%).

II.1.4.2- Transferts courants publics

Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

au crédit :

- les dons en nature et l'aide budgétaire reçus par le secteur public burkinabè ;
- les rémunérations versées au personnel de l'assistance technique en poste au Burkina Faso ;
- les amendes, impôts et taxes payés au Burkina Faso par des non-résidents.

au débit :

- les contributions du Burkina Faso au fonctionnement des organismes inter-Etats et internationaux.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les entrées nettes au titre des transferts publics sans contrepartie, en ressortant à 91.287 millions de FCFA en 2006 contre 95.960 millions de FCFA en 2005, ont enregistré une baisse de 4,9% sous l'effet de celle des dons en nature reçus de l'extérieur par le secteur public.

En s'établissant à 4.500 millions de FCFA en 2006, contre 7.107 millions de FCFA en 2005, les aides alimentaires reçues en appui au secteur public ont enregistré une baisse de 37,0%, en liaison avec le bon déroulement de la campagne agricole 2005/2006 qui a induit une augmentation de la production alimentaire nationale.

Tableau 19. Evolution des transferts courants publics sans contrepartie de 2002 à 2006

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
<u>Crédit</u>	61 233	106 372	81 802	97 197	92 621
<u>Débit</u>	946	2 039	727	1 237	1 334
SOLDE	+60 287	+104 333	+81 075	+95 960	+91 287

Sources : BCEAO

II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

II.2.1 – LE COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital recense les transferts de capital et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales etc.).

En 2006, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire exceptionnel de 818.734 millions de FCFA contre 110.663 millions de FCFA en 2005, soit une augmentation de 708.071 millions de FCFA, due principalement à la mobilisation plus élevée des ressources extérieures en appui au programme d'investissement public et surtout aux effets de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM).

ENCADRE : INITIATIVE D'ANNULATION DE LA DETTE MULTILATERALE (IADM)

L'IADM vise l'annulation intégrale des créances admissibles de trois institutions multilatérales sur un ensemble de pays à faible revenu, afin de les aider à progresser sur la voie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations-Unies, dont le but essentiel est de réduire de moitié à l'horizon 2015, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté.

Le Groupe des huit (08) grands pays (les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Unis, la France, l'Italie, le Canada et la Russie) les plus industrialisés (G8) de la planète a proposé, au sommet de juin 2005 à Gleanagles en Ecosse, que les trois institutions multilatérales que sont le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et la Banque Africaine de Développement (BAD), annulent la totalité de leurs créances sur les pays qui ont atteint ou vont atteindre le point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPTE). Le Burkina Faso qui a atteint le point d'achèvement en avril 2002 a pu bénéficier de l'IADM en janvier 2006.

Le **FMI** a procédé, à compter de janvier 2006, à l'annulation de la totalité de l'encours des dettes contractées à son égard avant le 31 décembre 2004, par les pays qui ont atteint le point d'achèvement de l'Initiative PTE et ceux dont le revenu annuel par habitant est inférieur ou égal à 380 dollars US. Ces allègements de dette seront financés sur ses ressources propres provenant des ventes d'or et des contributions bilatérales administrées par le FMI. Le montant total de la remise s'élève à 54,2 milliards de FCFA pour le Burkina Faso.

Pour la **Banque Mondiale**, la dette concernée est celle contractée avant décembre 2003. L'annulation de la dette du Burkina Faso au titre de cette institution s'élève à 425,6 milliards de FCFA.

En ce qui concerne le Groupe de la **BAD**, la date du 04 septembre 2006 a été retenue comme date de prise d'effet de l'IADM et le 31 décembre 2004 comme date butoir pour l'estimation du coût pour la Banque. Ainsi, au titre de cette institution, le Burkina Faso a bénéficié de 189,2 milliards de FCFA d'annulation de sa dette.

En ce qui concerne l'enregistrement des effets de l'IADM en **Balance des paiements**, le montant global de l'annulation perçue a été enregistré au crédit du poste « remise de dette » dans le compte de capital, et sa contrepartie, qui constitue l'amortissement de la dette, a été inscrite au débit du poste des « autres investissements » au niveau du compte des opérations financières, exception faite de l'amortissement vis-à-vis du FMI qui s'enregistre dans les réserves officielles au niveau des avoirs extérieurs.

En effet, les aides extérieures en appui au Programme d'Investissements Publics (Aide-projets), en s'établissant à 112.339 millions de FCFA en 2006, contre 73.772 millions de FCFA en 2005, ont progressé de 52,3%. Les principaux donateurs d'aides projets ont été en 2006, l'Union Européenne (46.042 millions de FCFA), les Pays-Bas (22.376 millions de FCFA), la France (19.067 millions de FCFA), la Banque Mondiale (10.790 millions de FCFA), Taiwan (4.927 millions de FCFA), la Suède (2.438 millions de FCFA), la Belgique (2.036 millions de FCFA), la BAD (1.911 millions de FCFA) et l'Allemagne (1.747 millions de FCFA).

Dans le cadre de l'initiative PTE, le Burkina Faso a bénéficié d'un montant d'allègement de sa dette de 15.384 millions de FCFA, contre 24.109 millions de FCFA en 2005. Au titre de l'IADM, le pays a également bénéficié d'une remise de sa dette de 669.000 millions de FCFA.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du compte de capital de 2002 à 2006.

Tableau 20. Evolution du compte de capital de 2002 à 2006

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts de capital	+112 649	+119 575	+106 469	+110 686	+818 754
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-23	-20
SOLDE	+112 649	+119 575	+106 469	+110 663	+818 734

Sources : BCEAO

II.2.2 – LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Ce poste recense les opérations relatives aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

En 2006, le solde du compte des opérations financières, selon la présentation optique BCEAO, est ressorti déficitaire de -481.288 millions de FCFA contre un excédent de 121.852 millions de FCFA en 2005, soit une baisse de 603.140 millions de FCFA provenant essentiellement du poste des Autres investissements, notamment l'amortissement de la dette extérieure induit par l'effet IADM.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde du compte des opérations financières entre 2002 et 2006 :

Tableau 21. Evolution du compte d'opérations financières de 2002 à 2006

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Investissements directs	+9 277	+15 811	+12 307	+18 117	+17 040
Investissements de portefeuille	+948	+860	-61	-1 111	-554
Autres Investissements	+99 190	+100 256	+103 315	+104 846	-497 774
SOLDE	+109 415	+116 927	+115 561	+121 852	-481 288

Sources : BCEAO

II.2.2.1 - Investissements directs

En 2006, les entrées nettes au titre des investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital social de la société, se sont établis à +17.040 millions de FCFA contre +18.117 millions de FCFA en 2005, soit une contraction de 5,9% provenant principalement des bénéfices négatifs enregistrés au cours de l'année par certaines grosses sociétés dont des parts sont détenues par les non-résidents.

II.2.2.2 - Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au plan de la comptabilisation, les diminutions d'avoirs et les augmentations d'engagements sont enregistrées au crédit tandis qu'au débit, sont recensées les augmentations d'avoirs ainsi que les diminutions d'engagements.

En 2006, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par un solde déficitaire de 554 millions de FCFA, contre -1.111 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 557 millions de FCFA.

II.2.2.3 - Autres Investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

En 2006, tout comme les années précédentes, les principales opérations enregistrées au crédit concernent les tirages sur la dette extérieure, tandis qu'au débit, sont recensés les remboursements dus au titre du principal de la dette extérieure.

Les tirages sur la dette extérieure publique (hors bons du trésor) se sont établis à 142.525 millions de FCFA et les remboursements à 639.470 millions de FCFA, en liaison avec les initiatives d'annulation de la dette extérieure, contre respectivement 157.860 millions de FCFA et 24.412 millions de FCFA en 2005.

Les entrées nettes au titre de l'ensemble des "autres investissements" se sont élevées à -497.774 millions de FCFA en 2006 contre 104.846 millions de FCFA une année plus tôt, soit une contraction de 602.620 millions de FCFA.

II.2.3 – EVOLUTION DES CAPITAUX MONETAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaire sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires.

En 2006, l'incidence de l'activité économique intérieure a été caractérisée au plan des relations financières extérieures par une progression des avoirs des institutions monétaires (+ 42.941 millions de FCFA) et une baisse de leurs engagements (-6.610 millions de FCFA). Ainsi, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont sensiblement améliorés en s'établissant à +49.551 millions de FCFA en 2006 contre -103.710 millions de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 153.261 millions de FCFA.

II.2.3.1 – Situation de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en or monétaire et en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements concernent essentiellement les recours aux crédits du FMI.

Contrairement à l'année précédente, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 22,0% (+37.837 millions de FCFA) pour s'établir à 209.990 millions de FCFA à fin décembre 2006. Cette évolution de la position extérieure de l'Institut d'émission s'explique par la hausse enregistrée au niveau des avoirs qui ont progressé de 31.816 millions de FCFA de 2005 à 2006, reflétant l'amélioration du déficit courant.

Le tableau ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale entre 2002 et 2006.

Tableau 22. Evolution des avoirs et engagements extérieurs, Banque Centrale

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003*	2004	2005	2006
Avoirs	196 671	391 884	319 131	243 464	275 280
. Position de réserve	6 701	5 938	5 825	7 246	4 446
. DTS détenus	277	170	90	111	17
. Autres créances	189 693	385 776	313 216	237 827	270 817
<i>dont ajustement/Circulation fiduciaire</i>		<i>163 848</i>			
Engagements	104 143	90 153	78 726	71 311	65 290
. Recours aux crédits du FMI	85 893	68 414	58 865	55 625	17 399
. Banques et institutions étrangères	14 651	21 739	19 860	15 686	47 891
. Autres engagements	3 599				
Avoirs extérieurs nets	92 528	301 731	240 405	172 153	209 990

Sources : BCEAO

(*) Prise en compte des effets de la modification des données de la circulation fiduciaire

II.2.3.2 – Situation des banques

La position extérieure nette des Autres institutions monétaires (banques) correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des Autres institutions monétaires fait ressortir en 2006, une hausse des avoirs extérieurs qui passent de 107.867 millions de FCFA à fin décembre 2005 à 118.992 millions de FCFA à fin décembre 2006, soit une progression de 10,2% (+11.125 millions de FCFA), accentuée par une contraction des engagements de 0,6% qui passent de 101.240 millions de FCFA à fin décembre 2005 à 100.651 millions de FCFA à fin décembre 2006.

Tableau 23. Evolution des avoirs et engagements extérieurs, Autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Avoirs	127 507	122 584	126 384	107 867	118 992
Engagements	57 853	84 836	84 300	101 240	100 651
Position extérieure nette	69 654	37 748	42 084	6 627	18 341

Sources : BCEAO

II.2.3.3 – Avoirs Extérieurs Nets des institutions monétaires

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements d'un pays et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des Autres institutions monétaires.

Le tableau ci-après donne l'évolution des variations des avoirs extérieurs nets entre 2002 et 2006.

Tableau 24. Evolution des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 2002 à 2006

(en millions de FCFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
- Banques	+11 734	-31 906	+4 336	-35 457	+11 714
- Banque Centrale	-880	+209 203	-61 326	-68 252	+37 837
TOTAL	+10 854	+177 297	-56 990	-103 709	+49 551

Sources : BCEAO

III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

Tout comme la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) retrace l'évolution des comptes extérieurs d'un pays. Toutefois, au contraire de la balance des paiements qui recense les variations d'avoirs et engagements extérieurs au cours d'une période annuelle, la PEG recense les stocks d'avoirs et d'engagements à une date donnée et généralement au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les créances des résidents sur l'extérieur, leurs engagements à l'égard des non-résidents, l'or monétaire ainsi que les DTS détenus par le pays.

A fin décembre 2006, la PEG du Burkina Faso ressort débitrice de 548.291 millions de FCFA, contre -961.123 millions de FCFA, soit une amélioration de 43,0% provenant d'une baisse des engagements de 31,0% conjuguée avec une régression des avoirs de 4,9%.

Tableau 25. Position Extérieure Globale du Burkina Faso en 2005 et 2006 :

(en millions de FCFA)

INTITULE	2005	2006
Avoirs	442 539	420 780
Investissements directs à l'étranger	4 120	4 201
Investissements de portefeuille	26 426	8 317
Titres de participation	3 770	3 375
Titres de créances	22 656	4 942
Autres investissements	169 586	134 327
Crédits commerciaux	21 852	71 687
Prêts	11 782	8 868
Monnaies fiduciaires et dépôts	125 721	48 304
Avoirs de réserve	242 407	273 935
Position de réserve FMI	7 246	4 446
DTS	111	17
Dépôts et monnaies étrangères	235 050	269 472
Engagements	1 403 662	969 071
Investissements directs dans l'économie	41 907	84 450
Investissements de portefeuille	1 055	1 450
Autres investissements	1 360 700	883 171
Prêts	1 258 394	653 212
Monnaie fiduciaire et dépôts	45 162	69 020
Crédits commerciaux	30 151	36 654
Autres engagements	26 993	124 285
Position Extérieure Globale	-961 123	-548 291

Sources : BCEAO

III.1 – LES AVOIRS

L'ensemble des avoirs extérieurs du Burkina Faso s'élevait à 420.780 millions de FCFA à la fin de l'année 2006 contre 442.539 millions de FCFA en 2005, soit une baisse de 4,9% provenant d'une contraction plus importante des investissements de portefeuille et des autres investissements.

III.1.1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

Les investissements directs à l'étranger correspondent au stock des participations des agents économiques résidents dans les entreprises non-résidentes, pour lesquelles les montants des participations par entreprise représentent au moins 10,0% du capital social.

A fin décembre 2006 les investissements directs à l'étranger s'élevaient à 4.201 millions de FCFA contre 4.120 millions de FCFA en 2005, soit une hausse de 2,0%.

III.1.2 – LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations des agents économiques résidents correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises étrangères ainsi que les opérations sur titres de créances détenus sur l'extérieur.

Les investissements de portefeuille à fin décembre 2006 se sont situés à 8.317 millions de FCFA contre 26.426 millions de FCFA une année plus tôt, soit un recul de 68,5% dû aussi bien à la baisse des titres de créances détenus sur l'extérieur (-75,3%), qu'à celle des titres de participation détenus sur l'extérieur (-10,5%).

III.1.3 – LES AUTRES INVESTISSEMENTS

La principale composante des autres investissements est constituée des dépôts des banques auprès de leurs correspondants étrangers et des monnaies étrangères qu'elles détiennent dans leurs caisses. A fin décembre 2006, les avoirs au titre des autres investissements sont ressortis à 134.327 millions FCFA contre 169.586 millions de FCFA en 2005, à la suite d'une baisse des dépôts et monnaies fiduciaires (-77,4 milliards de FCFA) atténuée par une hausse des crédits commerciaux (+49,8 milliards de FCFA).

III.1.4 – LES AVOIRS DE RESERVE

Les postes qui composent les avoirs de réserve sont la position de réserve au FMI, les DTS détenus, les dépôts et monnaies étrangères détenus par la Banque Centrale.

A fin décembre 2006, les avoirs de réserve ou réserves officielles de change ont atteint 273.935 millions de FCFA contre 242.407 millions de FCFA à fin 2005, soit une hausse de 13,0%. Sur cette base et en ne tenant pas compte du principe de solidarité qui caractérise la gestion des réserves des pays de l'Union, les avoirs de réserve du Burkina Faso représentent quatre (04) mois d'importations douanières CAF, contre six (06) et huit (08) mois respectivement en 2005 et 2004.

III.2 – LES ENGAGEMENTS

A fin décembre 2006, les engagements extérieurs du Burkina Faso se sont élevés à 969.017 millions de FCFA contre 1.403.662 millions de FCFA en 2005, soit une baisse de 31,7% imputable aux autres investissements, les investissements directs et les investissements de portefeuille ayant connu une hausse.

III.2.1 – INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'ECONOMIE

Les investissements directs dans l'économie correspondent au stock des participations étrangères dans les entreprises résidentes, pour lesquelles les montants des participations par entreprise représentent au moins 10,0% du capital social.

Ils se sont établis à 84.450 millions de FCFA à fin décembre 2006 contre 41.907 millions de FCFA en 2005, soit une hausse de 101,5%.

III.2.2 - INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations étrangères correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises résidentes ainsi que les opérations sur titres de créances.

A fin décembre 2006, les investissements de portefeuille effectués par les non-résidents au Burkina Faso s'élevaient à 1.450 millions de FCFA contre 1.055 millions de FCFA en 2005 (+37,4%).

III.2.3 - AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements comprennent principalement l'encours de la dette extérieure publique et privée. Au 31 décembre 2006, le montant total des autres investissements était de 883.171 millions de FCFA, contre 1.360.700 millions de FCFA en 2005, soit une baisse de 35,1%, en liaison avec la mise en oeuvre de l'IADM.

IV – ANNEXES STATISTIQUES

Annexe 1 – Tableaux de concordance statistiques

Certaines transactions sont recensées ou éliminées en balance des paiements, alors qu'elles ont été respectivement reprises ou omises en statistiques monétaires. Il s'agit notamment des valeurs à l'encaissement et des comptes exigibles après encaissement. Compte tenu des retraitements liés à ces transactions et en prenant en compte les contreparties de réévaluation des comptes du FMI, il apparaît un écart entre les mouvements de capitaux monétaires recensés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets qui apparaît dans les publications du FMI.

Les deux tableaux ci-après donnent le rapprochement entre les statistiques monétaires classiques et celles retenues en balance des paiements.

AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE EN 2006

(en millions de FCFA)

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 11)	276 400
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	+837
Autres ajustements	-1 957
	275 280
Total Avoirs (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 16 C)	65 300
<i>dont dépôts à vue BIRD/AID</i>	509
Ajustements	-519
	65 290
Total des engagements (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES EN 2006

(en millions de FCFA)

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 21)	130 100
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-10 773
ajustements	-335
	118 992
Avoirs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS LIGNES 26 CL et 26 C)	117 700
Comptes exigibles après encaissement	-11 060
Ajustements	-5 989
	100 651
Engagements extérieurs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

Annexe 2 – Balance des paiements, Présentation BCEAO

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4993	Compte des transactions courantes	552 807	842 118	-289 311
0				
4100	Biens	307 601	562 053	-254 452
4110	Marchandises générales	297 731	557 314	-259 583
4120	Autres biens	9 870	4 739	5 131
4200	Services	39 472	206 505	-167 033
4205	Transports	1 099	116 331	-115 232
4203	- dont fret		98 969	-98 969
4236	Voyages	27 495	28 637	-1 142
4291	Services fournis ou reçus par les administrations publiques nca	2 719	7 476	-4 757
4298	Autres services	8 159	54 061	-45 902
4300	Revenus	31 626	32 834	-1 208
4310	Rémunération des salariés	3 829	7 718	-3 889
4320	Revenus des investissements	27 797	25 116	2 681
4305	- dont intérêts sur dette publique		12 270	-12 270
4379	Transferts courants	174 108	40 726	133 382
4380	Administrations publiques	92 621	1 334	91 287
4390	Autres secteurs	81 487	39 392	42 095
4997	Compte de capital et d'opérations financières	1 144 122	806 676	337 446
4400	Transferts de capital	818 754		818 754
4401	Administrations publiques	796 724		796 724
4402	Remises de dettes	684 385		684 385
4410	Autres	112 339		112 339
4430	Autres secteurs	22 030		22 030
4480	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	8	28	-20
4500	Investissements directs	52 204	35 164	17 040
4505	De l'économie à l'étranger	1 375	1 901	-526
4555	De l'étranger dans l'économie	50 829	33 263	17 566
4599	Investissements de portefeuille	1 066	1 620	-554
4601	De l'économie à l'étranger	1 050	1 698	-648
4651	De l'étranger dans l'économie	16	-78	94
4699	Autres investissements	272 090	769 864	-497 774
4701	De l'économie à l'étranger	562	72 580	-72 018
4713	Administrations publiques		4 279	-4 279
4	Autres secteurs	562	68 301	-67 739
4751	De l'étranger dans l'économie	271 528	697 284	-425 756
4763	Administrations publiques	157 025	639 470	-482 445
4778	Autres secteurs	114 503	57 814	56 689
0	Pour mémoire	0	0	0
4920	Financements exceptionnels	23 660	0	23 660
4931	Rééchelonnements	0	0	0
4922	Remises de dettes	23 660	0	23 660
4932	Total des arriérés	0	0	0
4948	Autres	0	0	0
4998	Erreurs et omissions nettes	1 416	0	1 416
4990	Solde global	1 929 641	1 880 090	49 551
4702	Avoirs et engagements extérieurs	72 325	121 876	-49 551
4705	Autorités monétaires	37 054	74 891	-37 837
4716	Avoirs	2 894	34 710	-31 816
4782	Engagements	34 160	40 181	-6 021
0	Pour mémoire	0	0	0
4805	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	1 125	288	837
4735	Banques	35 271	46 985	-11 714
4729	Avoirs	15 953	27 078	-11 125
4779	Engagements	19 318	19 907	-589

Annexe 3 – Balance des paiements, Présentation standard

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4993	Compte des transactions courantes	552807	842118	-289311
4100	Biens	307601	562053	-254452
4110	. Marchandises générales	297731	557314	-259583
4150	. Biens importés ou exportés pour transformation		1750	-1750
4151	. Biens transformés à l'étranger			
4152	. Biens transformés dans l'économie		1750	-1750
4160	. Réparations de biens		310	-310
4170	. Achats de biens dans les ports par les transporteurs		2679	-2679
4171	. Dans les ports maritimes			
4172	. Dans les aéroports		2679	-2679
4173	. Dans d'autres ports			
4180	. Or non monétaire	9870		9870
4181	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4182	. Détenu à d'autres fins	9870		9870
4200	Services	39472	206505	-167033
4205	. Transports	1099	116331	-115232
4206	. Transports maritimes		70642	-70642
4207	. Passagers			
4208	. Fret		70642	-70642
4209	. Autres			
4210	. Transports aériens	578	36319	-35741
4211	. Passagers	563	11549	-10986
4212	. Fret		22784	-22784
4213	. Autres	15	1986	-1971
4214	. Autres transports	521	9370	-8849
4215	. Passagers	521	3827	-3306
4216	. Fret		5543	-5543
4217	. Autres			
4236	. Voyages	27495	28637	-1142
4237	. Voyages à titre professionnel	15879	15696	183
4238	. Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4239	. Autres	15879	15696	183
4240	. Voyages à titre personnel	11616	12941	-1325
4241	. Pour raisons de santé	58	1295	-1237
4242	. A but éducatif	101	3644	-3543
4243	. A d'autres fins	11457	8002	3455
4245	. Services de communication	198	1265	-1067
4249	. Services de bâtiment et travaux publics		16112	-16112
4253	. Services d'assurances	65	29573	-29508
4254	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4255	. Assurance du fret		28433	-28433
4256	. Autres assurances directes	65	370	-305
4257	. Réassurance		770	-770
4258	. Services auxiliaires			
4260	. Services financiers	6535	1643	4892
4262	. Services d'informatique et d'information	5	1246	-1241
4266	. Redevances et droits de licence	41	8	33
4268	. Autres services aux entreprises	1315	4202	-2887
4269	. Négoce international et autres services liés au commerce	75	1612	-1537
4270	. Négoce international	75	1512	-1437
4271	. Autres		100	-100
4272	. Location-exploitation			
4073	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	1240	2590	-1350
4274	. Services juridiques, de compta, conseil en gest, de relations p			
4275	. Services juridiques			
4276	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal			
4277	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			
4278	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion		80	-80
4279	. Recherche et développement		104	-104
4280	. Architecture, ingénierie et autres services techniques			
4281	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			
4282	. Traitement des déchets et dépollution			
4283	. Autres			
4284	. Autres services			
4285	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4287	. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs		12	-12
4288	. Services audiovisuels et connexes			
4289	. Autres			
4291	. Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	2719	7476	-4757
4292	. Ambassades et consulats	2642	5984	-3342
4293	. Unités et organismes militaires			
4294	. Autres	77	1492	-1415

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4300	Revenus	31626	32834	-1208
4310	.Rémunération des salariés	3829	7718	-3889
4320	.Revenus des investissements	27797	25116	2681
4330	. Investissements directs	20916	4713	16203
4331	. Revenus des titres de participation	20916	4473	16443
4332	. Dividendes et bénéfices distribués	259	2770	-2511
4333	. Bénéfices réinvestis	20657	1703	18954
4334	. Revenus des titres de créance		240	-240
4339	. Investissements de portefeuille	4003	4770	-767
4340	. Revenu des titres de participation	177	2199	-2022
4341	. Autorités monétaires			
4342	. Administrations publiques			
4343	. Banques	141	2199	-2058
4344	. Autres secteurs	36		36
4349	. Revenus des titres de créance	3826	2571	1255
4350	. Obligations et autres titres d'emprunt	2768	2571	197
4351	. Autorités monétaires			
4352	. Administrations publiques			
4353	. Banques	2735	630	2105
4354	. Autres secteurs	33	1941	-1908
4360	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	1058		1058
4361	. Autorités monétaires			
4362	. Administrations publiques			
4363	. Banques	1058		1058
4364	. Autres secteurs			
4370	. Autres investissements	2878	15633	-12755
4371	. Autorités monétaires	1048		1048
4372	. Administrations publiques		12270	-12270
4373	. Banques	1662	471	1191
4374	. Autres secteurs	168	2892	-2724
4379	Transferts courants	174108	40726	133382
4380	.Administrations publiques	92621	1334	91287
4390	.Autres secteurs	81487	39392	42095
4391	. Envois de fonds des travailleurs	31694	37291	-5597
4392	. Autres transferts	49793	2101	47692
4996	Compte de capital et d'opérations financières	1216447	928552	287895
4994	Compte de capital	818762	28	818734
4400	.Transferts de capital	818754		818754
4401	. Administrations publiques	796724		796724
4402	. Remises de dettes	684385		684385
4410	. Autres	112339		112339
4430	. Autres secteurs	22030		22030
4431	. Transferts des migrants			
4432	. Remises de dettes			
4440	. Autres transferts	22030		22030
4480	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	8	28	-20
4995	Compte d'opérations financières	397685	928524	-530839
4500	Investissements directs	52204	35164	17040
4505	.De l'économie à l'étranger	1375	1901	-526
4506	. Capital social et bénéfices réinvestis		741	-741
4510	. Capital social		329	-329
4525	. Bénéfices réinvestis		412	-412
4530	. Autres transactions	1375	1160	215
4535	. Créances sur les entreprises apparentées	0	748	-748
4540	. Engagements envers les entreprises apparentées	1375	412	963
4555	.De l'étranger dans l'économie	50829	33263	17566
4556	. Capital social et bénéfices réinvestis	41754	24765	16989
4560	. Capital social	41051	3520	37531
4575	. Bénéfices réinvestis	703	21245	-20542
4580	. Autres transactions	9075	8498	577
4585	. Créances sur les investisseurs directs		511	-511
4590	. Engagements envers les investisseurs directs	9075	7987	1088
4600	Investissements de portefeuille	2419	7730	-5311
4602	. Avoirs	1969	8008	-6039
4610	. Titres de participation	2	10	-8
4611	. Autorités monétaires			
4612	. Administrations publiques			
4613	. Banques	2	10	-8
4614	. Autres secteurs			
4619	. Titres de créances	1967	7998	-6031
4620	. Obligations et autres titres d'emprunt	917	7998	-7081
4621	. Autorités monétaires			
4622	. Administrations publiques			
4623	. Banques	917	6300	-5383
4624	. Autres secteurs	0	1698	-1698
4630	. Instruments du marché monétaire	1050	0	1050
4631	. Autorités monétaires			
4632	. Administrations publiques			
4633	. Banques			
4634	. Autres secteurs	1050		1050
4640	. Dérivés financiers			
4641	. Autorités monétaires			
4642	. Administrations publiques			
4643	. Banques			
4644	. Autres secteurs			

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4652	Engagements	450	-278	728
4660	Titres de participation	450	-278	728
4663	Banques	434	-200	634
4664	Autres secteurs	16	-78	94
4669	Titres d'engagement			
4670	Obligations et autres titres d'emprunt			
4671	Autorités monétaires			
4672	Administrations publiques			
4673	Banques			
4674	Autres secteurs			
4680	Instruments du marché monétaire			
4681	Autorités monétaires			
4682	Administrations publiques			
4683	Banques			
4684	Autres secteurs			
4690	Dérivés financiers			
4691	Autorités monétaires			
4692	Administrations publiques			
4693	Banques			
4694	Autres secteurs			
4700	Autres investissements	340168	850920	-510752
4703	Avoirs	15596	93348	-77752
4706	Crédits commerciaux	501	64269	-63768
4707	Administrations publiques			
4708	Long terme			
4709	Court terme			
4710	Autres secteurs	501	64269	-63768
4711	Long terme			
4712	Court terme			
4714	Prêts	5647	2733	2914
4715	Autorités monétaires			
4717	Long terme			
4718	Court terme			
4719	Administrations publiques			
4720	Long terme			
4721	Court terme			
4722	Banques	5647	2733	2914
4723	Long terme	4948	1738	3210
4724	Court terme	699	995	-296
4725	Autres secteurs			
4726	Long terme			
4727	Court terme			
4730	Monnaie fiduciaire et dépôts	1332	22419	-21087
4731	Autorités monétaires			
4732	Administrations publiques		2078	-2078
4733	Banques	1271	18035	-16764
4734	Autres secteurs	61	2306	-2245
4736	Autres avoirs	8116	3927	4189
4737	Autorités monétaires			
4738	Long terme			
4739	Court terme			
4740	Administrations publiques		2201	-2201
4741	Long terme			
4742	Court terme			
4743	Banques	8116		8116
4744	Long terme			
4745	Court terme	8116		8116
4746	Autres secteurs	0	1726	-1726
4747	Long terme			
4748	Court terme			
4753	Engagements	324572	757572	-433000
4756	Crédits commerciaux	28963	6285	22678
4757	Administrations publiques			
4758	Long terme			
4759	Court terme			
4760	Autres secteurs	28963	6285	22678
4761	Long terme			
4762	Court terme			
4764	Prêts	177179	746121	-568942
4765	Autorités monétaires	1125	40171	-39046
4766	Utilisation des crédits et prêts du FMI	1125	40171	-39046
4767	Autres prêts à long terme			
4768	Prêts à court terme			
4769	Administrations publiques	157025	639470	-482445
4770	Long terme	142525	639470	-496945
4771	Court terme	14500		14500
4772	Banques	0	14954	-14954
4773	Long terme	0	829	-829
4774	Court terme	0	14125	-14125
4775	Autres secteurs	19029	51526	-32497
4776	Long terme	203	50436	-50233
4777	Court terme			
4780	Monnaie fiduciaire et dépôts	20665	5163	15502
4781	Autorités monétaires	1793	10	1783
4783	Banques	18872	5153	13719
4786	Autres engagements	97765	3	97762
4787	Autorités monétaires	31242		31242
4788	Long terme			
4789	Court terme			
4790	Administrations publiques			
4791	Long terme			
4792	Court terme			
4793	Banques	12		12
4794	Long terme			
4795	Court terme	12		12
4796	Autres secteurs	66511	3	66508
4797	Long terme			
4798	Court terme			
4800	Avoirs de réserve	2894	34710	-31816
4810	Or monétaire			
4820	DTS	94	1	93
4830	Position de réserve au FMI	2800	287	2513
4840	Avoirs en devises	0	34422	-34422
4845	Monnaie fiduciaire et dépôts	0	34422	-34422
4850	Auprès des autorités monétaires			
4855	Auprès des banques			
4860	Titres			
4865	Titres de participation			
4870	Obligations et autres titres d'emprunt			
4875	Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			
4880	Autres créances			
4998	Erreurs et omissions nettes	211512	210096	1416

Sources : BCEAO

Balance des Paiements extérieurs du Burkina Faso, année 2006

Annexe 4 – Position Extérieure Globale (PEG)

Code	Intitulés	Crédit	Debit	Net
8988	AVOIRS	420780		420780
8505	Investissements directs à l'étranger	4201		4201
8506	. Capital social et bénéfiques réinvestis	8733		8733
8530	. Autres capitaux	-4532		-4532
8602	Investissements de portefeuille	8317		8317
8610	. Titres de participation	3375		3375
8613	. dont : banques	2696		2696
8619	. Titres de créances	4942		4942
8620	. Obligations et autres titres d'emprunt	3892		3892
8623	. dont : banques	2051		2051
8630	. Instruments du marché monétaire	1050		1050
8633	. dont : banques			
8640	. Dérivés financiers			
8643	. dont : banques			
8703	Autres investissements	134327		134327
8706	. Crédits commerciaux	71687		71687
8714	. Prêts	8868		8868
8715	. Autorités monétaires			
8719	. Administrations publiques			
8722	. Banques	8868		8868
8723	. Long terme	4319		4319
8724	. Court terme	4549		4549
8725	. Autres secteurs			
8730	. Monnaie fiduciaire et dépôts	48304		48304
8731	. Autorités monétaires			
8732	. Administrations publiques	2078		2078
8733	. Banques	45241		45241
8734	. Autres secteurs	985		985
8736	. Autres avoirs	5468		5468
8737	. Autorités monétaires			
8740	. Administrations publiques	2201		2201
8743	. Banques	748		748
8744	. Long terme			
8745	. Court terme	748		748
8746	. Autres secteurs	2519		2519
8800	Avoirs de réserve	273935		273935
8810	. Or monétaire			
8820	. DTS	17		17
8830	. Position de réserve au FMI	4446		4446
8840	. Monnaies étrangères	269472		269472
8880	. Autres créances			
8889	ENGAGEMENTS	969071		969071
8555	Investissements directs dans l'économie	84450		84450
8556	. Capital social et bénéfiques réinvestis	67740		67740
8580	. Autres capitaux	16710		16710
8652	Investissements de portefeuille: engagements	1450		1450
8660	. Titres de participation	1450		1450
8663	. Banques	1270		1270
8664	. Autres secteurs	180		180
8669	. Titres d'engagement			
8670	. Obligations et autres titres d'emprunt			
8671	. Autorités monétaires			
8672	. Administrations publiques			
8673	. Banques			
8674	. Autres secteurs			
8680	. Instruments du marché monétaire			
8683	. Banques			
8690	. Dérivés financiers			
8693	. Banques			
8753	. Autres investissements : engagements	883171		883171
8756	. Crédits commerciaux	36654		36654
8764	. Prêts	653212		653212
8765	. Autorités monétaires	17399		17399
8766	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	17399		17399
8767	. Autres prêts à long terme			
8768	. Prêts à court terme			
8769	. Administrations publiques	586312		586312
8770	. Long terme	586312		586312
8771	. Court terme			0
8772	. Banques	27126		27126
8773	. Long terme	10369		10369
8774	. Court terme	16757		16757
8775	. Autres secteurs	22375		22375
8776	. Long terme			
8777	. Court terme			
8780	. Monnaie fiduciaire et dépôts	69020		69020
8781	. Autorités monétaires	4262		4262
8783	. Banques	64758		64758
8786	. Autres engagements	124285		124285
8787	. Autorités monétaires	26477		26477
8790	. Administrations publiques			
8793	. Banques			
8796	. Autres secteurs	97808		97808
8989	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	548291		548291

Sources : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int